



## Déclaration liminaire de la FSU CSA Académique 24 juin 2026

Cette fin d'année est difficile pour bon nombre de personnels et d'élèves. Elle mérite que nous nous y arrêtions avant d'examiner les documents à l'ordre du jour.

En premier lieu, la canicule. Elle met à nu l'absence d'anticipation des collectivités territoriales en termes d'isolation des bâtiments et de végétalisation des cours. Des établissements neufs comme le collège de Bethoncourt (25) n'ont pas été conçus pour faire face aux vagues de chaleur. Quant aux plus anciens, entre salles sans fenêtres, fenêtres qui ne s'ouvrent plus et volets bloqués, tous les cas de figure coexistent. La nature même des instructions transmises aux personnels relève l'impuissance de l'administration face à l'ampleur du problème.

Ce sont les collectivités qui financent le bâti, mais c'est le désengagement de l'État qui empêche toute politique réelle d'investissement. La campagne FSU « *l'École bien dans ses murs* », menée en lien avec l'AES, le documente. Pendant ce temps, le gouvernement ampute de 20 % le fonds vert, utilisé essentiellement par les collectivités pour rénover leur bâti. Des décennies de sous-investissement ont produit cette situation.

Ce constat matériel engage aussi la responsabilité de l'employeur. Il n'est pas acceptable que nous ayons reçu seulement dimanche une communication du ministère sur la vulnérabilité de certain·es personnels, sans la liste des critères, sans les modalités d'ASA, sans les délais. Les chef·fes d'établissement et directeurs d'école devaient recenser les personnes concernées avec la médecine de prévention : mission impossible dans un calendrier non défini. Dès lundi matin, des personnels étaient directement mis en danger. Cette ouverture de "parasol" tardive, alors que la canicule était annoncée depuis plusieurs jours, engendre une fois encore un sentiment de mépris.

La FSU demande une intervention forte du rectorat auprès des collectivités pour impulser un vrai plan anti-canicule dans l'ensemble des établissements et des écoles — végétalisation, isolation, aération. Un protocole national unifié, couvrant l'ensemble du temps scolaire et anticipant les épisodes caniculaires de septembre et octobre, s'impose. Il ne peut pas y avoir chaque année la même improvisation et les mêmes disparités de traitement d'une commune à l'autre.

En second lieu, le climat scolaire. Un nombre significatif de collèges et lycées souffrent d'une dégradation réelle — hausse des violences entre élèves, comportements racistes et sexistes en augmentation. Ces situations appellent des réponses institutionnelles claires. Or elles tardent, ou sont inexistantes. Qu'un personnel soit accueilli par des cris de singe dans la cour de son collège

sans aucune réaction de la direction constitue une faute grave, qui engage la responsabilité de l'encadrement.

La FSU ne met pas en cause l'ensemble des personnels de direction, dont beaucoup exercent dans des conditions elles-mêmes dégradées. Mais certaines situations de dysfonctionnement perdurent faute d'accompagnement ou d'évaluation suffisante par la hiérarchie. La mutation, parfois assortie d'une promotion, ne peut pas rester la réponse quasi-exclusive. La FSU demande que le rectorat utilise l'ensemble des leviers à sa disposition, y compris les procédures disciplinaires lorsque la gravité des faits l'exige. Elle attire aussi votre attention sur le fait que plusieurs établissements qui dysfonctionnent sont le fruit de fusions jamais digérées : la question de leur maintien sous leur forme actuelle mérite d'être posée.

En troisième lieu, les conditions de la rentrée 2026. Les DGH ayant baissé dans presque tous les établissements, les choix contraints se soldent bien souvent par le sacrifice des groupes à effectifs faibles. Les langues vivantes payent un tribut lourd : l'allemand disparaît aux collèges Rouget de l'Isle de Lons et d'Arinthod ; l'italien périclité à Saint-Claude. En lycée, la spé NSI est désormais menacée, après l'extinction des spé de langues vivantes autres que l'anglais et de la spé SI. Ces « ajustements » sont en réalité un appauvrissement structurel de l'offre de formation.

Le problème des classes à effectifs très lourds demeure, directement lié à la dégradation du climat scolaire. Dans le Territoire de Belfort, 78 élèves supplémentaires non anticipés s'ajoutent à la rentrée. Ces élèves sont là. Si leur arrivée traduit un retour vers l'école publique, la FSU s'en félicite — c'est le signe d'une confiance retrouvée. Mais sans transfert des dotations correspondantes, cette opportunité devient condamnation : classes surchargées, personnels épuisés, conditions d'apprentissage dégradées.

Dans les lycées professionnels, nos prévisions concernant le parcours personnalisé sont confirmées. Au moins la moitié des élèves de terminale professionnelle sont sortis des radars : ils ne sont ni en cours, ni en stage. Et la préparation de rentrée est difficile sans texte précisant les modalités d'organisation de ce dispositif l'an prochain, notamment pour la répartition des périodes de Périodes de Formation en Milieu Professionnel sur l'année.

Dans le premier degré, la difficulté liée à l'accueil des élèves dont le comportement éprouve le cadre scolaire prend chaque année plus de place. Il est devenu impossible à nombre de nos collègues de faire simplement classe : certains élèves, eux-mêmes en grande souffrance, tapent, mordent, blessent, s'enfuient des locaux. Ce qui fut l'exception est devenu fréquent, c'est la difficulté citée en premier par les équipes d'écoles.

Le choix de créer 40 PAS dans l'académie prive les élèves d'autant de postes d'enseignant·es, dans des classes dont les effectifs sont déjà parmi les plus élevés de l'OCDE. Pour la FSU, les PAS ne constituent pas une réponse adaptée aux besoins d'une école réellement inclusive. Nous en demandons l'abandon, et avec lui, un changement de cap d'une politique éducative dont la priorité absolue ne peut pas continuer à être d'économiser sur le dos de celles et ceux qui n'ont rien.

